

Contestation à la violence



Le 9 mai 1978, le corps sans vie d'Aldo Moro était retrouvé dans le coffre d'une Renault 4 à Rome, entre le siège du Parti communiste italien et celui du Parti démocrate chrétien, dont il était le président. © AFP.

communication L'impact du Vietnam sur la guerre

Make love, not war... Né en 1963, le slogan a traversé les âges et les guerres. En 1968, il fleurit dans les manifestations contre l'impérialisme et le colonialisme, symbolisés alors par la guerre du Vietnam. Les revendications pacifistes s'expriment avec d'autant plus de force que la guerre du Vietnam s'enlise devant les caméras de télévision et les reporters de guerre, et que des milliers de jeunes civils américains sont enrôlés... « Des journalistes mettent au jour plusieurs exactions américaines au Vietnam, voire des massacres. Il y a une prise de conscience : la guerre fait beaucoup de victimes parmi les militaires mais aussi parmi les civils. D'abord américaine, la mobilisation devient transnationale et questionne l'utilisation de certains armements, jugés très cruels et peu discriminants », souligne Christophe Wasinski, professeur et chercheur au centre Repi - Recherche et Enseignement en politique internationale, à l'ULB.

Discussions décevantes

En 1969, soutenu par la Suède rejointe par différents Etats, le Comité international de la Croix-Rouge initie des conférences où les grandes puissances réfléchissent à une réglementation sur certaines armes - mines antipersonnel, armes à frag-

mentation, napalm, etc. - et remettent en question les guerres dites coloniales en s'appuyant sur les violences perpétrées au Vietnam, au Laos ou au Cambodge. Les discussions prendront de nombreuses années. « Elles se révéleront décevantes, avertit Christophe Wasinski, le débat étant placé sur le plan technique et juridique plutôt que moral et idéologique. En 1983, par exemple, une convention est signée sur certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : elles ne sont toutefois pas interdites, leur usage est partiellement réglementé. »

Décues, de nombreuses ONG vont relancer des discussions sur des questions précises. Au fil des décennies, ces organisations - Croix-Rouge, Amnesty international, Handicap international, Association de vétérans de la guerre du Vietnam, etc. - appuyées par quelques moyennes puissances - Suède, Norvège, Japon, etc. - se sont mobilisées contre les mines antipersonnel, les armes à sous-munitions ou encore contre les armes nucléaires. Mais si des conventions ont fini par être conclues sur l'interdiction de ces armes, nombre de puissances - Etats-Unis, Russie, Chine... - ont refusé de les signer.

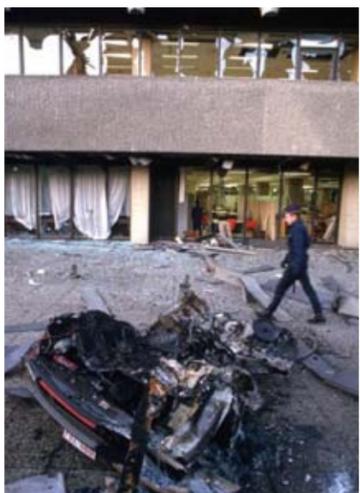
Communication maîtrisée

Les armées ont elles aussi tiré des enseignements de la guerre du Vietnam. « Les militaires ont compris l'importance de l'opinion publique. Aujourd'hui, ils maîtrisent bien mieux leur communication. Les journalistes sont plus encadrés, ils ne peuvent plus suivre les opérations de terrain aussi librement qu'en 1968, observe Christophe Wasinski. La rhétorique militaire parle d'armes de précision, de guerre chirurgicale ou à zéro mort, de guerre humanitaire, etc. Les militaires travaillent avec des conseillers juridiques qui justifient l'usage de la force. Mais sur le terrain, des civils continuent de mourir. »

Le discours des militaires a changé. Celui des politiques américains a lui aussi été influencé par la guerre du Vietnam et sa contestation. « Dès les années 80, un nouveau discours va circuler, poursuit Christophe Wasinski, sous l'administration Ronald Reagan, la leçon de la guerre du Vietnam n'est pas tant que les Etats-Unis n'auraient pas dû s'y engager, mais bien qu'ils auraient dû rester plus longtemps et qu'ils auraient gagné ! Mais ils n'ont pas été soutenus par l'opinion publique et ont quitté le Vietnam. Pour ceux qui tiennent ce discours, cette absence de soutien est une trahison. Ils vont renforcer le mythe du peuple uni derrière le courageux soldat américain de la Deuxième Guerre mondiale, qui a souffert et qui a gagné. Les Etats-Unis vont tenir ce discours de nation virile, capable de vaincre notamment lors de l'invasion de la Grenade (1983), de Panama (1989) ou dans la guerre du Golfe (1991). Et en 2018, c'est un discours que l'on peut encore entendre dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. » ■

NATHALIE GOBBE (ULB)

« L'absence de résistance est nettement moins acceptée »



Au début des années 80, les CCC commencent des attentats en Belgique. Ici, contre le siège de la BBL. L'explosion fera deux morts. © PHOTONEWS.



En 2014, l'une des premières grosses manifestations contre le gouvernement Michel connaît des débordements. © PHOTONEWS.



L'EZLN organise des actions de désobéissance civile. Son slogan : « Nous sommes la nature qui se défend ». © BELGA.

par ailleurs. Ainsi, aucun des activistes rencontrés ne désire condamner les débordements des dockers lors de la première grande manifestation contre le gouvernement Michel ou les actions de sabotage et de dégradation menées à l'encontre du grand projet de prison de Haren. Ils soutiennent également des luttes armées dans d'autres contextes, à savoir le mouvement kurde, le mouvement de libération de la Palestine, les rebelles syriens, etc.

En Belgique, donc, l'heure est à la désobéissance civile non violente. Martin, activiste depuis plus de dix ans, rappelle également qu'à Bruxelles, une pacification s'est opérée ces dernières années : « Par opposition à la France, par exemple, on ne réprime pas. Si on mène une action de désobéissance civile, les flics nous envoient quelqu'un pour discuter. On vise la désescalade. C'est sain, mais ça pose aussi une question : dans ces circonstances, jusqu'où parvient-on à créer un vrai rapport de forces ? »

Pour cet activiste, le dernier exemple d'une mobilisation importante remonte à la lutte contre le Ceta (et le TTIP) : « Et c'est réellement la somme et la diversité des actions - militantes, activistes, citoyennes, politiques, etc. - qui ont fait monter la pression. » Pour lui, tout mouvement dépend d'abord d'une certaine masse critique. Pour l'heure, le combat qui rassemble est celui des migrants du parc Maximilien. Une nouvelle frange de la population serait-elle prête à désobéir et à s'engager ? « Il est clair qu'entre cinq activistes qui posent une bombe et 2.500 personnes qui forment une chaîne humaine, la deuxième option est la plus forte et la plus porteuse aujourd'hui, s'enthousiasme Matteo. C'est impressionnant ! » ■

ELODIE BLOGIE

Tenir compte du contexte

La maxime revient dans la bouche de plusieurs activistes. Dans les années 70, « le fond de l'air était rouge » rappellent, comme s'ils l'avaient vécu, Matteo ou Matilde, qui énumèrent les grands mouvements de libération nationale en Amérique latine et en Afrique, les Black Panthers aux Etats-Unis, les victoires sociales en Europe, etc. Les temps ont changé. « Les gens qui militaient à l'époque pensaient vraiment que dix ans plus tard, ils l'auraient, leur révolution, et qu'ils allaient la gagner, explique Matilde. Or, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Ce type de changement de société n'est plus à l'ordre du jour. Un mouvement émerge quand les conditions pour qu'il émerge sont réunies. Et ça ne dé-

pend pas de quelques groupes de gauche hyperactifs... »

La question du contexte n'est pas qu'historique, elle est aussi géographique, rappellent plusieurs activistes. « Un habitant qui lance des pierres contre un bulldozer prêt à détruire sa maison, en Palestine par exemple, c'est perçu comme un acte de défense, développe un membre de l'EZLN. Ce même geste, en Belgique, est par contre jugé violent. »

Violence, quelle violence ?

Davantage que la question de la violence proprement dite, c'est celle de la légalité qui est actuellement débattue au sein des milieux activistes. Une illégalité qui peut déjà être assimilée à de la « vio-

lence », selon certains. Les militants écologistes de l'EZLN ont d'ailleurs été poursuivis en justice, notamment pour violation de propriété privée. Au total, sur les neuf accusés, deux ont été acquittés et sept ont été reconnus coupables, mais ont bénéficié d'une suspension du prononcé.

Si la violence n'est plus vraiment jugée opportune et efficace dans le contexte belge actuel, les activistes ne la dénoncent pas par principe. Tous avancent le même argumentaire : la violence est d'abord celle du système dominant. Elle est sociale, répressive. Dès lors, les militants se rangeront toujours du côté de ceux qui luttent pour leurs idées, quels que soient leurs moyens, plutôt que du côté du « système » qu'ils combattent

UNE GUERRE COLONIALE

Défaite américaine

Colonie française depuis la fin du 19^e siècle, le sud-est asiatique - l'Indochine - abrite des Vietnamiens désireux d'autonomie... Lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'occupation japonaise va entraîner un soulèvement de nationalistes vietnamiens qui débouche sur une guerre civile. Elle se conclut par une défaite française en 1954. Après le retrait de la France, le Vietnam est partagé en deux : le nord dirigé par un régime communiste et le sud soutenu par les Etats-Unis. La guerre du Vietnam prend naissance là. Elle se déroule de 1963 à 1975, avec un événement marquant en 1968 : l'offensive du Têt. Si les combats se soldent par une défaite militaire du nord communiste, ils se traduisent aussi par une défaite américaine, politique et symbolique cette fois. Les Américains seront en effet assaillis jusque dans leur ambassade et au final, pour vaincre, ils frapperont fort, sans distinction, détruisant de nombreuses villes. Leur légitimité dans la guerre est alors fort entachée...

NATHALIE GOBBE (ULB)